

Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Notre-Dame-de-l'Île-Perrot

Code géographique : 71065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphanie Martin, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes au budget de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-13 .
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2017-04-24

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Notre-Dame-de-L'Île-Perrot et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Notre-Dame-de-L'Île-Perrot et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Notre-Dame-de-L'Île-Perrot inclut dans ses états financiers consolidés certaines

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19, et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2017-04-24

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalisations 2016		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	12 161 079	12 315 907	12 443 896		12 443 896
Compensations tenant lieu de taxes	2	89 348	82 297	94 790		94 790
Quotes-parts	3					1 154 672
Transferts	4	211 746	229 499	248 599		492 722
Services rendus	5	660 140	312 478	585 806		602 286
Imposition de droits	6	866 874	625 000	887 290		887 290
Amendes et pénalités	7	19 569	20 000	67 549		67 549
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	180 365	178 450	224 103		229 796
Autres revenus	10	8 080	275 833	12 286		29 925
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	14 197 201	14 039 464	14 564 319		1 610 474
Investissement						
Taxes	13			578 115		578 115
Quotes-parts	14					
Transferts	15	84 435				22 789
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16	1 589 000				
Autres	17	67 644				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					
	19	1 741 079		578 115		22 789
	20	15 938 280	14 039 464	15 142 434		1 633 263
Charges						
Administration générale	21	1 567 250	1 632 425	1 601 822	33 515	1 635 337
Sécurité publique	22	2 278 074	2 373 980	2 331 130	7 884	2 339 014
Transport	23	2 183 017	2 341 196	2 171 070	763 202	3 586 642
Hygiène du milieu	24	3 023 413	2 925 655	2 455 894	1 153 791	1 004 923
Santé et bien-être	25	92 932	92 932	91 090		91 090
Aménagement, urbanisme et développement	26	513 876	604 137	623 779	2 288	626 067
Loisirs et culture	27	2 413 639	2 494 608	2 459 962	314 114	789
Réseau d'électricité	28					
Frais de financement	29	363 671	413 115	396 495		89 879
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31	2 196 365	2 191 570	2 274 794	(2 274 794)	
	32	14 632 237	15 069 618	14 406 036		1 912 877
Excédent (déficit) de l'exercice	33	1 306 043	(1 030 154)	736 398		(279 614)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 306 043		(1 030 154)		736 398	(279 614)	456 784
Moins: revenus d'investissement	2	(1 741 079 )	(	)	(	578 115)	(22 789)	(600 904)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(435 036)		(1 030 154)		158 283	(302 403)	(144 120)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	2 196 365		2 191 570		2 274 794	307 351	2 582 145
Produit de cession	5	3 374						
(Gain) perte sur cession	6	(944)					9	9
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	2 198 795		2 191 570		2 274 794	307 360	2 582 154
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11							
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16							
Remboursement de la dette à long terme	17	(817 804 )	(	805 948 )	(	829 905)	(214 665)	(1 044 570)
	18	(817 804)		(805 948)		(829 905)	(214 665)	(1 044 570)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(332 353 )	(	340 839 )	(	552 540)	(35)	(552 575)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	155 727					5 768	5 768
Excédent de fonctionnement affecté	21	925		100 000		2 575	8 190	10 765
Réserves financières et fonds réservés	22	(215 449)		(113 847)		(341 243)	197 804	(143 439)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	1 887		(782)		(56 154)		(56 154)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(389 263)		(355 468)		(947 362)	211 727	(735 635)
	26	991 728		1 030 154		497 527	304 422	801 949
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	556 692				655 810	2 019	657 829

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 741 079		578 115	22 789	600 904
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(63 102)	(661 500)	(11 373)	()	(11 373)
Sécurité publique	3	()	()	(6 630)	()	(6 630)
Transport	4	(1 723 902)	(950 421)	(736 884)	(22 824)	(759 708)
Hygiène du milieu	5	(749 646)	(1 282 500)	(359 565)	(31 963)	(391 528)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(6 854)	()	(12 336)	()	(12 336)
Loisirs et culture	8	(4 005 909)	(291 339)	(628 243)	()	(628 243)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(6 549 413)	(3 185 760)	(1 755 031)	(54 787)	(1 809 818)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	594 100		3 557 000		3 557 000
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	332 353	340 839	552 540	35	552 575
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	90 320				
Excédent de fonctionnement affecté	16	5 176		4 566		4 566
Réserves financières et fonds réservés	17	336 374		294 317	31 963	326 280
	18	764 223	340 839	851 423	31 998	883 421
	19	(5 191 090)	(2 844 921)	2 653 392	(22 789)	2 630 603
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales						
	20	(3 450 011)	(2 844 921)	3 231 507		3 231 507

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalizations 2015	Budget 2016	Réalizations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 306 043	(1 030 154)	736 398	(279 614)	456 784
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(6 549 413)	(3 185 760)	(1 755 031)	(54 787)	(1 809 818)
Produit de cession	3	3 374				
Amortissement	4	2 196 365	2 191 570	2 274 794	307 351	2 582 145
(Gain) perte sur cession	5	(944)			9	9
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(4 350 618)	(994 190)	519 763	252 573	772 336
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9				(9 832)	(9 832)
Variation des autres actifs non financiers	10	40 678			(4 422)	(4 422)
	11	40 678			(14 254)	(14 254)
	12	(3 003 897)	(2 024 344)	1 256 161	(41 295)	1 214 866
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(3 003 897)	(2 024 344)	1 256 161	(41 295)	1 214 866
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice						
Solde déjà établi	15	(10 476 949)		(13 480 846)	(2 753 646)	(16 234 492)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16					
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17					
Solde redressé	18	(10 476 949)		(13 480 846)	(2 753 646)	(16 234 492)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(13 480 846)		(12 224 685)	(2 794 941)	(15 019 626)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>2015</u>	<u>Administration</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		<u>Administration</u>	<u>municipale</u>	<u>Organismes</u>	<u>consolidé</u>
				<u>contrôlés</u>	<u>¹</u>
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	1 316 802	2 454 470	892 873	3 347 343
Débiteurs (note 5)	2	4 074 278	3 352 913	643 124	3 561 836
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	5 391 080	5 807 383	1 535 997	6 909 179
PASSIFS					
Découvert bancaire	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	4 594 206			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 610 581	1 780 050	1 057 495	2 403 344
Revenus reportés (note 12)	12	173 260	1 156 282		1 156 282
Dettes à long terme (note 13)	13	12 493 879	15 095 736	3 273 443	18 369 179
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	18 871 926	18 032 068	4 330 938	21 928 805
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(13 480 846)	(12 224 685)	(2 794 941)	(15 019 626)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	47 305 687	46 785 924	6 313 519	53 099 443
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19			20 434	20 434
Autres actifs non financiers (note 17)	20			26 576	26 576
	21	47 305 687	46 785 924	6 360 529	53 146 453
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	2 016 270	2 656 469	354 336	3 010 805
Excédent de fonctionnement affecté	23	57 027	65 497	42 235	107 732
Réserves financières et fonds réservés	24	1 128 050	1 174 976	76 185	1 251 161
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(58 019)	(1 865)		(1 865)
Financement des investissements en cours	26	(5 786 738)	(2 555 231)	10 223	(2 545 008)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	36 468 251	33 221 393	3 082 609	36 304 002
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	33 824 841	34 561 239	3 565 588	38 126 827

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 306 043	736 398	(279 614)	456 784
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	2 196 365	2 274 794	307 351	2 582 145
Autres					
- Gain / perte sur cession	3	(944)		9	9
-	4				
	5	3 501 464	3 011 192	27 746	3 038 938
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(99 527)	721 365	(344 168)	749 087
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(436 743)	169 469	636 772	434 351
Revenus reportés	9	(10 790)	983 022		983 022
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12			(9 832)	(9 832)
Autres actifs non financiers	13	40 678		(4 422)	(4 422)
	14	2 995 082	4 885 048	306 096	5 191 144
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	6 549 413 ) (	1 755 031 ) (	54 787 ) (	1 809 818)
Produit de cession	16	3 374			
	17	(6 546 039)	(1 755 031)	(54 787)	(1 809 818)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
	22				
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	23	594 100	3 557 000		3 557 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	936 700 ) (	951 900 ) (	242 604 ) (	1 194 504)
Variation nette des emprunts temporaires	25	3 618 963	(4 594 206)		(4 594 206)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme					
Autres	26	4 732	(3 243)	11 935	8 692
-	27				
-	28				
	29	3 281 095	(1 992 349)	(230 669)	(2 223 018)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	1 586 664	1 316 802	872 233	2 189 035
Solde déjà établi	32				
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	33	1 586 664	1 316 802	872 233	2 189 035
Solde redressé	34	1 316 802	2 454 470	892 873	3 347 343
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé</u> ¹	
Rémunération	1	2 662 266	2 774 136	2 777 368	297 736	3 075 104
Charges sociales	2	619 090	646 867	696 555	75 753	772 308
Biens et services	3	5 891 039	6 235 450	5 661 210	850 246	6 338 800
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	301 780	410 993	342 652	85 879	428 531
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	59 275		51 888	2 765	54 653
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	2 616	2 122	1 955	1 235	3 190
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	2 465 207	2 414 785	2 326 536		1 172 653
Transferts	10					
Autres	11	137 677	223 815			
Autres organismes						
Transferts	12					
Autres	13		169 880	133 228	291 912	425 140
Amortissement des immobilisations	14	2 196 365	2 191 570	2 274 794	307 351	2 582 145
Autres						
- Créances douteuses et subventi	15	177 121		151 896		151 896
- Réclamations dommages	16	118 111		(13 311)		(13 311)
- Assurances organismes	17	1 690		1 265		1 265
	18	14 632 237	15 069 618	14 406 036	1 912 877	14 992 374

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalisations	
			2016	2015
Revenus				
Taxes	1	12 315 907	13 022 011	12 161 079
Compensations tenant lieu de taxes	2	82 297	94 790	89 348
Quotes-parts	3			
Transferts	4	518 085	515 511	474 390
Services rendus	5	526 843	602 286	619 391
Imposition de droits	6	625 000	887 290	866 874
Amendes et pénalités	7	20 000	67 549	19 569
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	179 151	229 796	187 631
Autres revenus	10	275 833	29 925	1 679 495
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	14 543 116	15 449 158	16 097 777
Charges				
Administration générale	14	1 661 345	1 635 337	1 597 460
Sécurité publique	15	2 381 533	2 339 014	2 285 627
Transport	16	3 588 753	3 586 642	3 288 288
Hygiène du milieu	17	4 163 377	3 453 774	3 826 861
Santé et bien-être	18	92 932	91 090	92 932
Aménagement, urbanisme et développement	19	605 655	626 067	515 825
Loisirs et culture	20	2 787 698	2 774 076	2 712 104
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	413 115	486 374	462 009
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	15 694 408	14 992 374	14 781 106
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 151 292)	456 784	1 316 671
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		37 670 043	36 444 041
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27			(90 669)
Solde redressé	28		37 670 043	36 353 372
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		38 126 827	37 670 043

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 151 292)	456 784	1 316 671
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	3 189 782 ) (	1 809 818 ) (	6 576 421)
Produit de cession	3			3 374
Amortissement	4	2 522 000	2 582 145	2 505 992
(Gain) perte sur cession	5		9	(944)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(667 782)	772 336	(4 067 999)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(9 832)	1 183
Variation des autres actifs non financiers	10		(4 422)	39 281
	11		(14 254)	40 464
	12	(1 819 074)	1 214 866	(2 710 864)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 819 074)	1 214 866	(2 710 864)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(16 234 492)	(13 523 628)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(16 234 492)	(13 523 628)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(15 019 626)	(16 234 492)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 3 347 343	2 189 035
Débiteurs (note 5)	2 3 561 836	4 310 923
Prêts (note 6)	3	
Placements de portefeuille (note 7)	4	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	
Autres actifs financiers (note 9)	7	
	8 6 909 179	6 499 958
PASSIFS		
Découvert bancaire	9	
Emprunts temporaires (note 10)	10 4 594 206	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11 2 403 344	1 968 993
Revenus reportés (note 12)	12 1 156 282	173 260
Dette à long terme (note 13)	13 18 369 179	15 997 991
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	
	15 21 928 805	22 734 450
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16 (15 019 626)	(16 234 492)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	17 53 099 443	53 871 779
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	
Stocks de fournitures	19 20 434	10 602
Autres actifs non financiers (note 17)	20 26 576	22 154
	21 53 146 453	53 904 535
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22 38 126 827	37 670 043

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	456 784	1 316 671
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 582 145	2 505 992
Autres			
- Perte sur cession	3	9	(944)
-	4		
	5	3 038 938	3 821 719
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	749 087	94 246
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	434 351	(495 693)
Revenus reportés	9	983 022	(10 790)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(9 832)	1 183
Autres actifs non financiers	13	(4 422)	39 281
	14	5 191 144	3 449 946
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 809 818)	(6 576 421)
Produit de cession	16		3 374
	17	(1 809 818)	(6 573 047)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	3 557 000	594 100
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 194 504)	(1 369 978)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(4 594 206)	3 618 963
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	8 692	16 902
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(2 223 018)	2 859 987
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	1 158 308	(263 114)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	2 189 035	2 452 149
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	2 189 035	2 452 149
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	3 347 343	2 189 035

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil et est responsable des activités municipales à caractère local.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages 11, 19-1, 19-2 et 19-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page 21.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants:

Régie intermunicipale de l'eau de L'Île-Perrot
Conseil intermunicipal de transport de La Presqu'Île
Régie des équipements en loisirs de L'Île-Perrot

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Notre-Dame-de-L'Île-Perrot, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations et des réclamations en justice.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Actifs non financiers**Autres actifs non financiers**

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les périodes suivantes :

Infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 et 20 ans et dégressif 30%
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 et 10 ans
Améliorations locatives	10 ans

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par le Conseil intermunicipal de transport est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 332 238	1 719 537
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	744 347	772 521
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	2 083 076	2 424 967
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	89 619	309 741
Organismes municipaux	7	412 040	420 024
Autres			
- Droits de mutation	8	111 064	232 967
- Autres	9	121 690	150 703
	10	3 561 836	4 310 923
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 704 795	1 854 729
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	1 704 795	1 854 729
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	59 204	35 050
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 (_____)	(_____)
	28	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	
Régimes à cotisations déterminées	31 173 534	159 138
Autres régimes (REER et autres)	32 2 143	2 175
Régimes de retraite des élus municipaux	33 26 080	23 908
	34 201 757	185 221

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	

Note

10. Emprunts temporaires		
La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 9 337 406\$ dans le cadre de règlements d'emprunts. Ces dernières portent intérêts au taux préférentiel. Au 31 décembre 2016, les marges de crédit n'étaient pas utilisées.		
La ville a également négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 250 000\$. Cette marge de crédit porte intérêts au taux préférentiel. Au 31 décembre 2016, elle n'était pas utilisée.		

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	38	914 864	933 403
Salaires et avantages sociaux	39	277 466	199 226
Dépôts et retenues de garantie	40	325 578	474 649
Provision pour contestations d'évaluation	41		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Intérêts courus	44	137 998	125 188
- Organismes municipaux	45	336 031	110 804
- Autres passifs et frais courus	46	23 299	46 120
- Gouvernement du Québec	47	388 108	79 603
-	48		
	49	2 403 344	1 968 993

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	50		
Transferts	51	1 044 303	72 303
Fonds parcs et terrains de jeux	52	111 979	100 957
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
-	56		
-	57		
-	58		
-	59		
	60	1 156 282	173 260

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

					2016	2015	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	2,79	2018	2036	61	18 500 236	16 137 740
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65		
Organismes municipaux					66		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67		
Autres					68		
					69	18 500 236	16 137 740
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(131 057)	(139 749)
					71	18 369 179	15 997 991

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2017	72	80	1 283 500	88	97	105	1 283 500
2018	73	81	1 329 300	89	98	106	1 329 300
2019	74	82	1 280 400	90	99	107	1 280 400
2020	75	83	1 311 800	91	100	108	1 311 800
2021	76	84	1 207 700	92	101	109	1 207 700
2022 et +	77	85	12 087 536	93	102	110	12 087 536
	78	86	18 500 236	94	103	111	18 500 236
Intérêts et frais accessoires				95	()	112	()
	79	87	18 500 236	96	104	113	18 500 236

Note

	2016	2015	
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	114	(15 019 626)	(16 234 492)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	()	()
Autres	116	()	()
	117	(15 019 626)	(16 234 492)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	30 264 145	146		173		200	30 264 145
Eaux usées	119	26 967 371	147		174		201	26 967 371
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	10 386 199	148	328 051	175		202	10 714 250
Autres	121	5 664 947	149	174 899	176		203	5 839 846
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	5 746 605	151	87 884	178		205	5 834 489
Améliorations locatives	124	3 536	152		179	(851)	206	4 387
Véhicules	125	1 091 420	153	265 644	180		207	1 357 064
Ameublement et équipement de bureau	126	1 207 755	154	11 555	181	991	208	1 218 319
Machinerie, outillage et équipement divers	127	1 026 341	155	49 706	182	1 995	209	1 074 052
Terrains	128	1 449 343	156		183		210	1 449 343
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>83 807 662</u>	158	<u>917 739</u>	185	<u>2 135</u>	212	<u>84 723 266</u>
Immobilisations en cours	131	<u>6 955 349</u>	159	<u>892 079</u>	186		213	<u>7 847 428</u>
	132	<u>90 763 011</u>	160	<u>1 809 818</u>	187	<u>2 135</u>	214	<u>92 570 694</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	14 947 067	161	769 240	188		215	15 716 307
Eaux usées	134	11 116 644	162	674 185	189		216	11 790 829
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	5 018 248	163	560 052	190		217	5 578 300
Autres	136	1 999 075	164	226 770	191		218	2 225 845
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	1 723 696	166	145 819	193		220	1 869 515
Améliorations locatives	139	205	167	394	194	(596)	221	1 195
Véhicules	140	496 440	168	79 527	195		222	575 967
Ameublement et équipement de bureau	141	939 900	169	57 056	196	727	223	996 229
Machinerie, outillage et équipement divers	142	649 957	170	69 102	197	1 995	224	717 064
Autres	143		171		198		225	
	144	<u>36 891 232</u>	172	<u>2 582 145</u>	199	<u>2 126</u>	226	<u>39 471 251</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>53 871 779</u>					227	<u>53 099 443</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230	<u>_____</u>					237	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	238	
Immeubles industriels municipaux	239	
Autres	240	
	241	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Frais payés d'avance	244	26 576
-	245	22 154
-	246	
Autres		
-	247	
-	248	
	249	26 576
		22 154
Note		

18. Obligations contractuelles

La ville a signé un contrat échéant le 30 avril 2017 pour l'enlèvement de la neige, représentant un déboursé de 328 946 \$ pour le prochain exercice.

La municipalité a signé un contrat inter-municipal de cinq ans échéant le 31 décembre 2018 pour la collecte, le transport et l'élimination des déchets domestiques, représentant une dépense minimum de 899 941 \$. Les versements futurs estimatifs pour les deux prochains exercices s'établissent comme suit:

2017: 445 792 \$
2018: 454 149 \$

La ville a signé une entente intermunicipale avec la ville de L'Île-Perrot pour le service d'incendie. En vertu de cette entente, les coûts d'opération et les dépenses en immobilisations seront répartis au prorata des populations.

La ville a signé une entente intermunicipale avec les municipalités de Pincourt et de Terrasse-Vaudreuil relativement au traitement des eaux usées. En vertu de cette entente, les coûts d'opération et les dépenses en immobilisations seront répartis au prorata des charges hydrauliques réelles.

19. Éventualités

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires dont le total de certaines est estimé à 501 210 \$ et d'autres dont le montant est indéterminé ont été entreprises contre la Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot. Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause pour un montant estimatif de 93 635 \$. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques, la Ville contestant le bien-fondé de ces réclamations. La Ville est d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et, en conséquence, aucune provision n'a été prise aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou la réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la ville participe après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2016	2015
Encaisse	250	3 347 343	2 189 035
Découvert bancaire	251	()	()
<i>Ajouter</i>			
-	252		
-	253		
-	254		
-	255		
<i>Déduire</i>			
-	256	()	()
-	257	()	()
-	258	()	()
-	259	()	()
-	260	()	()
-	261	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262	3 347 343	2 189 035

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

263

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	264
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265
Autres revenus	266
	<u>267</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268
Variation de la provision pour moins-value	269
	<u>270</u>
Autres charges	271
	<u>272</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	273

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	()
	<u>279</u>		
	<u>280</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	<u>284</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	<u>289</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<hr/> 293 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<hr/> 296 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<hr/> 299 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	()	()
	<hr/> 306 <hr/>		
	307		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<hr/> 311 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<hr/> 314 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<hr/> 317 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****26 Transport en commun**

En juin 2011, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun de minibus à raison d'un minimum de 1 500 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 60.50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2016 est de 65,90 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 2 925 513 \$, excluant la clause carburant, en 2016.

En juin 2014, l'organisme a signé un engagement échéant le 31 décembre 2022 avec deux options de renouvellement de trois ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autocar à raison d'un minimum de 2 500 heures par an par véhicule pour les 3 premiers autocars assignés, au taux horaire de 122.50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal. Le taux horaire au 1er janvier 2016 est de 126,06 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 1 483 444 \$, excluant la clause carburant, en 2016.

En décembre 2012, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus urbains à raison d'un minimum de 2 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 99.00 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2016 est de 104,86 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 553 180 \$, excluant la clause carburant, en 2016.

En septembre 2015, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2024 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus intermédiaires à raison d'un minimum de 3 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 79,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 1er octobre 2016 est de 76,95 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 675 370 \$, excluant la clause carburant, en 2016.

Bail

Le CIT s'est engagé conjointement avec un autre organisme, en vertu d'un bail d'une durée de 120 mois se terminant le 31 décembre 2021, avec une option de renouvellement de 3 ans, à verser un montant approximatif de 33 126 \$ par année, représentant sa quote-part de cet engagement, pour la location de ses espaces commerciaux.

Ce montant sera indexé annuellement selon le moins élevé de 3% ou de l'augmentation, exprimée en pourcentage, de l'indice des prix à la consommation pour la région métropolitaine de Montréal.

27 États financiers

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

l'exercice précédent ont été modifiées ou reclassées.

28 Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île (CIT)

Au cours de l'exercice, le ministre des Transports a adopté le projet de Loi numéro 76 prévoyant abolir au 1er juin 2017, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et les Conseils intermunicipaux de transport (CIT) pour former deux nouvelles entités. De cette Loi seront créés l'Autorité régionale de transport métropolitain (ART) qui sera chargée de la planification, l'organisation et le financement et le Réseau de transport métropolitain (RTM) qui sera responsable de l'exploitation, des trains de banlieue et des autobus sur les territoires des couronnes nord et sud.

Les engagements contractuels en matière de transport collectif du CIT sont transférés au RTM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 010 805	2 378 275
Excédent de fonctionnement affecté	2	107 732	103 532
Réserves financières et fonds réservés	3	1 251 161	1 434 002
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 865 ) (	58 019)
Financement des investissements en cours	5	(2 545 008)	(5 776 515)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	36 304 002	39 588 768
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	██████████	██████████
	8	38 126 827	37 670 043
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 656 469	2 016 270
Organismes contrôlés ¹	10	354 336	362 005
	11	3 010 805	2 378 275
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Activités jeunesse	12	65 497	57 027
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	65 497	57 027
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- REIP	22	12 316	20 506
- CIT	23	29 919	25 999
-	24		
	25	42 235	46 505
	26	107 732	103 532
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Service de l'eau	27	221 838	221 838
- CIT	28		209 555
- Parc des Éperviers	29	1 949	30 623
- Eau et voirie et infras	30	350 000	100 000
-	31		
	32	573 787	562 016
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	442 515	620 904
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale			
Organismes contrôlés	34		
Organismes contrôlés	35		
Montant non réservé			
Administration municipale			
Organismes contrôlés	36	234 859	251 082
Organismes contrôlés	37		
Fonds local d'investissement	38		
Fonds local de solidarité	39		
Autres			
-	40		
-	41		
	42	677 374	871 986
	43	1 251 161	1 434 002

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 () (
Régimes non capitalisés	45 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 () (
Autres	47 () (
Régimes non capitalisés	48 () (
	49 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 () (
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 () (
Autres		
-	53 () (
-	54 () (
	55 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 () (
Intérêts sur la dette à long terme	57 (	1 865) (
2 426)		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 () (
Utilisation du fonds de roulement	59 () (
Mesure relative aux frais reportés	60 () (
Autres		
-	61 () (
-	62 () (
	63 (	1 865) (
		2 426)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	65 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 () (
Autres		
-	67 () (
-	68 () (
	69 () (
		55 593)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	
	75 () (
		1 865) (
		58 019)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	76 10 223	10 223
Investissements à financer	77 (2 555 231 ) (	5 786 738)
	78 (2 545 008)	(5 776 515)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79 53 099 443	53 871 779
Propriétés destinées à la revente	80	
Prêts	81	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84 53 099 443	53 871 779
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85 18 369 179	15 997 991
Frais reportés liés à la dette à long terme	86 131 057	139 749
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (1 704 795 ) (	1 854 729)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 () ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 () ()
	90 16 795 441	14 283 011
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	
	92 16 795 441	14 283 011
	93 36 304 002	39 588 768

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 _____	57 _____	58 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (_____) (_____)	
Charge de l'exercice	60 (_____) (_____)	
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 _____	
Passif à la fin de l'exercice	62 (_____) (_____)	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (_____) (_____)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 _____	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (_____) (_____)	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	() ()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres	75		
-	76		
-	77		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées où les cotisations sont versées par l'employeur et les adhérents.

Les contributions des employés et celles de la municipalité, ainsi que les autres revenus et charges, sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le régime de retraite des employés de la régie de l'eau est un régime à cotisations déterminées. L'employé et la régie contribuent au régime à un taux de 7% du salaire brut régulier.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

La dépense est représentée par la cotisation due par la régie en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

Charge de l'exercice	2016	2015
Cotisations de l'employeur	91 173 534	159 138

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

Le conseil intermunicipal de transport offre à ses employés un plan de retraite sous la forme d'un versement à un REER individuel à un taux maximum de 6% du salaire brut de l'employé. La dépense du conseil intermunicipal de transport est représentée par la cotisation qu'il a versée.

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>2 143</u>	<u>2 175</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Cotisations des élus au RREM 97	<u>7 295</u>	<u>6 655</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	24 584	22 428
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	1 496	1 480
100	<u>26 080</u>	<u>23 908</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dette à long terme	1	15 204 100
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 555 231
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 639 544
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	16 119 787
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	3 222 654
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	19 342 441
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	394 430
Communauté métropolitaine	18	65 930
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	19 802 801
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	19 802 801
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2016	2016	2016	2015
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	9 461 487	9 538 698	9 310 672
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7		578 115	578 115
Autres				
	8			
	9	9 461 487	10 116 813	9 310 672
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 075 060	1 099 429	1 052 530
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	723 353	731 022	720 790
Matières résiduelles	13	512 550	517 814	510 279
Autres				
-	14	293 925	295 894	291 648
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	36 000	43 452	40 312
Service de la dette	18	213 532	217 587	234 848
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	2 854 420	2 905 198	2 850 407
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative				
Autres	22			
	23			
	24			
	25	2 854 420	2 905 198	2 850 407
	26	12 315 907	13 022 011	12 161 079

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	27 612	28 045	28 045
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	35 374	44 295	44 295
	35	62 986	72 340	72 340
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	62 986	72 340	72 340
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	19 311	22 450	23 630
	50	19 311	22 450	22 450
	51	82 297	94 790	94 790
				89 348

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	13 006	13 006	12 810
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		241 359	174 589
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		2 764	1 412
Réseau de distribution de l'eau potable	68	25 705	24 658	27 913
Traitement des eaux usées	69	13 884	12 094	13 884
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	75 000	98 695	98 171
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	46 810	46 810	1 690
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	60 430	53 336	59 486
Autres	88	54 480		
Réseau d'électricité	89			
	90	229 499	248 599	389 955

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2016	2016	2016	2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		22 789	
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			84 435
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129		22 789	84 435

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	229 499	248 599	515 511
				474 390

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			3 789
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	171 867		
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	171 867		3 789
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	171 867		3 789

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	21 250	36 848	22 897
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	10 000	7 557	8 632
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		133 501	145 261
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188		54 846	74 469
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	8 990	24 475	15 073
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	3 100	9 338	7 817
Loisirs et culture	193	269 138	335 721	341 453
Réseau d'électricité	194			
	195	312 478	413 939	615 602
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	312 478	585 806	619 391
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	25 000	72 215	71 746
Droits de mutation immobilière	198	600 000	815 075	795 128
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	625 000	887 290	866 874
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	20 000	67 549	19 569
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	178 450	224 103	187 631
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(9)	944
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			1 589 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210	258 969		
Autres contributions	211			
Autres	212	16 864	12 286	89 551
	213	275 833	12 286	1 679 495
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2016	2015
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	290 782	299 414		299 414	278 591
Greffe et application de la loi	2	248 708	196 459		196 459	158 294
Gestion financière et administrative	3	684 709	649 008		649 008	585 880
Évaluation	4	110 243	75 769		75 769	179 258
Gestion du personnel	5	105 354	102 833		102 833	99 842
Autres						
- Autres	6	192 629	278 339	33 515	311 854	295 595
-	7					
	8	1 632 425	1 601 822	33 515	1 635 337	1 597 460
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 624 937	1 578 437		1 578 437	1 603 334
Sécurité incendie	10	536 682	553 276	7 553	560 829	536 221
Sécurité civile	11	180 557	179 737		179 737	127 592
Autres	12	31 804	19 680	331	20 011	18 480
	13	2 373 980	2 331 130	7 884	2 339 014	2 285 627
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	981 924	977 473	689 016	1 666 489	1 677 051
Enlèvement de la neige	15	497 028	484 925	9 540	494 465	481 710
Éclairage des rues	16	110 363	102 247	64 646	166 893	167 330
Circulation et stationnement	17	71 565	53 424		53 424	60 048
Transport collectif						
Transport en commun	18	680 316	553 001		553 001	902 149
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 341 196	2 171 070	763 202	2 934 272	3 586 642

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2016	2015
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 106 835	988 967		833 056	491 060
Réseau de distribution de l'eau potable	24	97 718	77 443	479 606	557 049	923 370
Traitement des eaux usées	25	649 775	416 105	674 185	1 090 290	1 281 789
Réseaux d'égout	26	202 791	182 731		182 731	298 433
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	197 816	174 162		174 162	172 038
Élimination	28	281 399	281 039		281 039	291 603
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	299 542	283 137		283 137	271 672
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	13 016	24 440		24 440	20 972
Autres	34					
Plan de gestion	35		15 951		15 951	17 343
Autres	36					
Cours d'eau	37	54 189	528		528	528
Protection de l'environnement	38	22 574	11 391		11 391	58 053
Autres	39					
	40	2 925 655	2 455 894	1 153 791	3 609 685	3 453 774
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	92 932	91 090		91 090	92 932
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	92 932	91 090		91 090	92 932
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	436 068	429 961		429 961	406 801
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	113 463	112 994		112 994	104 439
Tourisme	49	54 606	80 824		80 824	2 636
Autres	50					
Autres	51			2 288	2 288	1 949
	52	604 137	623 779	2 288	626 067	515 825

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 022 496	739 479	42 186	781 665	781 665	811 420
Patinoires intérieures et extérieures	54	57 416	35 515		35 515	35 515	42 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	34 639	32 301		32 301	32 301	40 340
Parcs et terrains de jeux	56	527 558	905 690	132 465	1 038 155	1 038 155	964 332
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	136 234	146 370		146 370	146 370	95 313
Autres	59	123 429	17 904	72 082	89 986	89 986	68 242
	60	1 901 772	1 877 259	246 733	2 123 992	2 123 992	2 021 647
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	115 749	27 501		27 501	27 501	73 139
Bibliothèques	62	389 751	384 981	67 381	452 362	452 362	444 677
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64	87 336	76 354		76 354	76 354	75 238
Autres	65		93 867		93 867	93 867	97 403
	66	592 836	582 703	67 381	650 084	650 084	690 457
	67	2 494 608	2 459 962	314 114	2 774 076	2 774 076	2 712 104
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	363 308	347 958		347 958	436 602	408 685
Autres frais	70	47 685	46 582		46 582	46 582	50 385
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	2 122	1 955		1 955	3 190	2 939
	73	413 115	396 495		396 495	486 374	462 009
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75		2 191 570	2 274 794	(2 274 794)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2017-04-24

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>13 022 011</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>13 022 011</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	13 022 011
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>13 022 011</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM			6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		382 637	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		43 452	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			9	<u> </u>
			10	<u>426 089</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>12 595 922</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1	<u>1 405 672 400</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2	<u>1 420 020 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 412 846 350</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>12 595 922</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 412 846 350</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6	| | | , | 8 | 9 | 1 | 5 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 040 000		214 666
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	262 421	359 564	38 170
Conduites d'égout	4			516 550
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	547 000	328 051	1 406 068
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	104 500	9 558	239 720
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	195 339	526 652	3 871 963
Autres infrastructures	11	50 000	12 336	25 550
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	35 000		
Édifices communautaires et récréatifs	14		87 883	89 713
Améliorations locatives	15			3 423
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	229 000	265 644	37 820
Ameublement et équipement de bureau	18	60 000	24 076	91 639
Machinerie, outillage et équipement divers	19	61 000	11 955	38 631
Terrains	20	600 000		2 508
Autres	21	1 500	129 312	
	22	3 185 760	1 755 031	6 576 421

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		3 895	3 895
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		354 188	276 221
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			214 666
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30		355 669	38 170
Conduites d'égout	31			516 550
Autres infrastructures	32		522 409	5 267 080
Autres immobilisations	33		518 870	263 734
	34		1 755 031	6 576 421

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	16 137 740	3 557 000	1 194 504	18 500 236
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	16 137 740	3 557 000	1 194 504	18 500 236
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	1 347 229		245 435	1 101 794
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	12 935 782	3 557 000	799 135	15 693 647
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	14 283 011	3 557 000	1 044 570	16 795 441
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 854 729		149 934	1 704 795
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	1 854 729		149 934	1 704 795
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	1 854 729		149 934	1 704 795
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	1 854 729		149 934	1 704 795
	26	16 137 740	3 557 000	1 194 504	18 500 236
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	()
Reclassement / Redressement	28				
	29	16 137 740	3 557 000	1 194 504	18 500 236

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1	500	2 722	2 722	2 528
Évaluation	2	74 091	74 083	74 083	177 783
Autres	3	96 366	117 303	117 303	104 335
Sécurité publique					
Police	4	15 194	20 670	20 670	19 785
Sécurité incendie	5	16 543	16 542	16 542	18 369
Sécurité civile	6	5 476			
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	541 904	419 773	254 857	(47 575)
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	1 106 835	988 967		
Matières résiduelles	12	243 503	259 455	259 455	249 684
Cours d'eau	13	54 189	528	528	
Protection de l'environnement	14	15 950	3 509	3 509	4 137
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16		91 090	91 090	92 932
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	116 058	120 812	120 812	121 710
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	97 095	117 215	117 215	106 293
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	14 090			
Activités culturelles	23	16 991	93 867	93 867	97 403
Réseau d'électricité					
	24				
	25	2 414 785	2 326 536	1 172 653	947 384

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	12,59	35,00	23 573,00	856 371	236 990	1 093 361
Professionnels	2						
Cols blancs	3	13,04	35,00	23 734,00	634 674	171 763	806 437
Cols bleus	4	23,58	40,00	49 057,00	1 108 708	247 620	1 356 328
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	49,21		96 364,00	2 599 753	656 373	3 256 126
Élus	9	7,00			177 615	40 182	217 797
	10	56,21			2 777 368	696 555	3 473 923

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	24 658				24 658
Traitement des eaux usées	14	12 094				12 094
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	152 031		46 810	13 006	211 847
	17	188 783		46 810	13 006	248 599

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
	Grefte et application de la loi	1	196 459	27		53	196 459	79		105	196 459	131
	Évaluation	2	75 769	28		54	75 769	80		106	75 769	132
	Autres	3	1 329 594	29	33 515	55	1 363 109	81	36 848	107	1 326 261	133
		4	1 601 822	30	33 515	56	1 635 337	82	36 848	108	1 598 489	134
Sécurité publique												
	Police	5	1 578 437	31		57	1 578 437	83		109	1 578 437	135
	Sécurité incendie	6	553 276	32	7 553	58	560 829	84		110	560 829	136
	Sécurité civile	7	179 737	33		59	179 737	85		111	179 737	137
	Autres	8	19 680	34	331	60	20 011	86		112	20 011	138
		9	2 331 130	35	7 884	61	2 339 014	87		113	2 339 014	139
Transport												
	Réseau routier											
	Voirie municipale	10	977 473	36	689 016	62	1 666 489	88	7 557	114	1 658 932	140
	Enlèvement de la neige	11	484 925	37	9 540	63	494 465	89		115	494 465	141
	Autres	12	155 671	38	64 646	64	220 317	90		116	220 317	142
	Transport collectif	13	553 001	39		65	553 001	91		117	553 001	143
	Autres	14		40		66		92		118		144
		15	2 171 070	41	763 202	67	2 934 272	93	7 557	119	2 926 715	145
Hygiène du milieu												
	Eau et égout											
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	988 967	42		68	988 967	94		120	988 967	146
	Réseau de distribution de l'eau potable	17	77 443	43	479 606	69	557 049	95	24 475	121	532 574	147
	Traitement des eaux usées	18	416 105	44	674 185	70	1 090 290	96	171 867	122	918 423	148
	Réseaux d'égout	19	182 731	45		71	182 731	97		123	182 731	149
	Matières résiduelles											
	Déchets domestiques et assimilés	20	455 201	46		72	455 201	98		124	455 201	150
	Matières recyclables	21	307 577	47		73	307 577	99		125	307 577	151
	Autres	22	15 951	48		74	15 951	100		126	15 951	152
	Cours d'eau	23	528	49		75	528	101		127	528	153
	Protection de l'environnement	24	11 391	50		76	11 391	102		128	11 391	154
	Autres	25		51		77		103		129		155
		26	2 455 894	52	1 153 791	78	3 609 685	104	196 342	130	3 413 343	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	91 090	172		187	91 090	202		217	91 090	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159		174		189		204		219		234	
	160	91 090	175		190	91 090	205		220	91 090	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	429 961	176		191	429 961	206	9 338	221	420 623	236	1 137
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163	193 818	178		193	193 818	208		223	193 818	238	
Autres	164		179	2 288	194	2 288	209		224	2 288	239	
	165	623 779	180	2 288	195	626 067	210	9 338	225	616 729	240	1 137
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 877 259	181	246 733	196	2 123 992	211	270 665	226	1 853 327	241	84 939
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	384 981	182	67 381	197	452 362	212	10 049	227	442 313	242	35 726
Autres	168	197 722	183		198	197 722	213	55 007	228	142 715	243	
	169	2 459 962	184	314 114	199	2 774 076	214	335 721	229	2 438 355	244	120 665
Réseau d'électricité												
	170		185		200		215		230		245	
	171	11 734 747	186	2 274 794	201	14 009 541	216	585 806	231	13 423 735	246	396 495

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 755 031	6 549 413
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 755 031	6 549 413

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	2 016 270	1 716 900
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	2 016 270	1 716 900
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	655 810	556 692
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(155 727)
Activités d'investissement	6		(90 320)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(15 611)	(11 275)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	640 199	299 370
Solde à la fin de l'exercice	12	2 656 469	2 016 270
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	57 027	51 853
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	57 027	51 853
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(2 575)	(925)
Activités d'investissement	17	(4 566)	(5 176)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	15 611	11 275
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	8 470	5 174
Solde à la fin de l'exercice	22	65 497	57 027
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 128 050	1 309 642
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(90 669)
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 128 050	1 218 973
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	341 243	215 449
Activités d'investissement	27	(294 317)	(336 374)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		30 002
	30	46 926	(90 923)
Solde à la fin de l'exercice	31	1 174 976	1 128 050

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (58 019)	(56 132)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (58 019)	(56 132)
Affectations		
Activités de fonctionnement - Augmentation	35 ()	(349)
Activités de fonctionnement - Diminution	36 561	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37 ()	(1 538)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38 55 593	
Solde à la fin de l'exercice	39 (1 865)	(58 019)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	40 (5 786 738)	(2 306 725)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41	
Solde redressé au début de l'exercice	42 (5 786 738)	(2 306 725)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43 3 231 507	(3 450 011)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44	
Excédent de fonctionnement affecté	45	
Réserves financières et fonds réservés	46	(30 002)
	47 3 231 507	(3 480 013)
Solde à la fin de l'exercice	48 (2 555 231)	(5 786 738)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	49 36 468 251	31 893 929
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50	
Solde redressé au début de l'exercice	51 36 468 251	31 893 929
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Financement à long terme des activités d'investissement	54 (3 557 000)	(594 100)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55 951 900	936 700
Variation résiduelle de l'exercice	56 (641 758)	4 231 722
Solde à la fin de l'exercice	57 33 221 393	36 468 251

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 000 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 4 □ 9 □ 5 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 4 □ 4 □ 4 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 4 □ 9 □ 5 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	2 | 3 | 3	,	0 | 0	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4	1 | 9 | 1	,	0 | 0	\$
Matières résiduelles	5	2 | 0 | 7	,	0 | 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Minimum	,0310	2	
Maximum	3,0707	2	
Minimum	175,2140	7	Unité
Maximum	2 093,3400	7	Unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	54 536	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	100	22 <input type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	\$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	\$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	\$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39		
b) Date d'adoption de la résolution	40		
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	9 684 261
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	9 684 261

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 090 938
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	740 568
Matières résiduelles	13	524 345
Autres		
- Recyclage	14	299 604
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	36 000
Service de la dette	18	159 118
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	2 850 573
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	2 850 573
	26	12 534 834

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	65 100
	9	65 100

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	65 100

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	22 300
	24	22 300
	25	87 400

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 372 737 336	X 5 0,6495	/100\$ 6 8 915 929				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10 48 156 856	X 11 1,4440	/100\$ 12 695 385				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22 11 231 255	X 23 0,6495	/100\$ 24 72 947				
Total			25 9 684 261	26 (.....)	27 (.....)	28	29 9 684 261
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....)	56 (.....)	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6								
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9								
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12								
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18								
Autres 19	X	20 /100\$	21								
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24								
Total			25					26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35								
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38								
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41								
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47								
Autres 48	X	49 /100\$	50								
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53								
Total			54					55 (.....	56 (.....	57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>										
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	2 | 3 | 3	,	0 | 0	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4	1 | 9 | 1	,	0 | 0	\$
Matières résiduelles	5	2 | 0 | 7	,	0 | 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Minimum	0,0310	2	
Maximum	4,4210	2	
Minimum	38,0000	7	Unité
Maximum	2 095,5270	7	Unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>12 534 834</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	_____
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	.....
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	.....
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	.....
	10	_____
Revenus de taxes	11	<u>12 534 834</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	12 534 834
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	.....
Total partiel		4	<u>12 534 834</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		.....
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		.....
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		382 606
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		36 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10	<u>418 606</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		11	<u>12 116 228</u>

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel

1 12 116 228

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les revenus de la taxe foncière générale

2 1 432 125 447

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

		0
--	--	---

 ,

8	4	6	0
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	695 385					72 947
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	695 385					72 947

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	8 915 929			9 684 261
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	159 118			159 118
Autres	13	2 655 455			2 655 455
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	11 730 502			12 498 834

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	54 536 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	15 220 557 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	910 294 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	406 577 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	472 194 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 21, rue de l'Église
(no) (rue)
Notre-Dame-de-L'Île-Perrot J7V 8P4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 453-4128
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-8961
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@ndip.org

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Stéphanie Martin

Téléphone (514) 453-4128
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-8961
(ind. rég.) (numéro)

Courriel smartin@ndip.org

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue Saint-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Stéphanie Martin , atteste que le rapport financier consolidé de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-09 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Notre-Dame-de-l'Île-Perrot .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Notre-Dame-de-l'Île-Perrot consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Notre-Dame-de-l'Île-Perrot détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 456 784 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de ,8915 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-05-08 14:30:27

Date de transmission au Ministère : 2017/05/09